ÉTAT POLICIER

le journal du 15 mars 2012

MANIFESTATION

contre la brutalité policière
against police brutality

jeudi **15 MARS** 2012
17h CARRÉ
BERRI
MONTRÉAL

organisée par la convergence contre
la répression politique et policière (CCRPP)

organized by the convergence against
political and police repression (CCPPR)

DÉNONÇONS LA RÉPRESSION POLITIQUE ET RÉPLIQUONS !

Le 6 janvier 2012, Farshad Mohammadi a rejoint la longue liste de personnes tuées par la police de Montréal. Ce triste événement rappelle celui qui est survenu en juin 2011 alors que Mario Hamel et Patrick Limoges ont eux aussi succombé aux tirs des policiers du SPVM. Mis à part les policiers et policières, ministres et autres représentant-e-s de l'autorité, rares sont les personnes qui doutent aujourd'hui de l'existence de la brutalité policière. La mort de ces personnes confirme une fois de plus la présence de pratiques de profilage bien ancrées chez les policiers.

Grâce aux luttes des familles et autres enquêtes publiques, nombreux sont les cas de brutalité policière qui ont été rendus publics. Plusieurs ont été choqués de constater que, dans la majorité des cas, les interventions policières étaient teintées de discrimination raciale et sociale, mais on ignore souvent qu'il existe une autre forme de profilage : le profilage politique.

Les médias québécois ont propagé un portrait critique de la répression dont étaient victimes les mouvements de révolte en Europe, en Afrique et en Asie. Or, ces mêmes médias oublient trop souvent qu'ici aussi la répression politique est une réalité qui sévit tous les jours. Depuis 1997, environ 4000 arrestations à caractère politique ont été effectuées par la police de Montréal, et dans la grande majorité des cas, les prévenu-e-s ont été acquitté-e-s. En 2005, le Comité des droits de l'Homme (et de la femme ?) de l'Organisation des Nations Unies a par ailleurs déclaré s'inquiéter que la police, en particulier à Montréal, pratiquait des arrestations de masse de manifestant-e-s. Le comité avait alors exigé la tenue d'une enquête publique sur les arrestations à caractère politique survenues au Québec entre 1999 et 2005. Sept ans plus tard, nous constatons que les autorités municipales, provinciales autant que fédérales ont fait la sourde oreille à ce rapport de l'ONU comme aux rapports de plusieurs autres organisations.

Y a-t-il un lien entre ce manque de volonté et la tangente politique qui marque les pays occidentaux depuis plus d'un siècle ? Chose certaine, ceci n'est certainement pas étranger au fait que la répression des mouvements politiques est encouragée et supportée par un système organisé, amalgamant l'élite économique et politique canadienne. Déjà en 1950, le gouvernement du Canada avait instauré un programme secret connu aujourd'hui sous le nom de PROFUNC. Ce programme avait pour but la création de prisons secrètes dans lesquelles seraient incarcérées les personnes surveillées par la Gendarmerie Royale Canadienne en raison de leur participation à des mouvements politiques. C'est ce programme qui a conduit à l'arrestation de centaines de militant-e-s souverainistes, pacifistes et communistes lors de la crise d'octobre en 1970. Le public a perdu trace de ce programme en 1983 avec la création du Service Canadien de Renseignement et de Sécurité (SCRS) et rien ne prouve que cette agence fédérale y a mis fin.

Pouvons-nous espérer que la situation a changé ? Tout porte à croire que non. Depuis 2001, la GRC, le SCRS, la Sûreté du Québec (SQ), les services municipaux de police et les services de sécurité privée investissent toujours plus de temps et d'argent pour mater toute forme de contestation politique. À Montréal, le SPVM verra son budget augmenté de 28 millions pour 2012 au moment même où celui-ci a mis sur pied une escouade spéciale de «légitimation de la discrimination». En effet, visant les mouvements contestataires montréalais, le «Guet des activités et des mouvements marginaux et anarchistes» (GAMMA) du SPVM n'a aucun autre but que de faire taire des individus dont les opinions politiques ne sont pas celles de l'élite économique et politique. Ayant conduit au cours des derniers mois à plus de 12 arrestations à caractère politique, nous ne pouvons que nous inquiéter de la tournure que prennent les événements. Le message du SPVM est clair : taisez-vous, restez dans les rangs, ou vous visiterez nos geôles.

Dans ce contexte, la réalité des individu-e-s participant à des mouvements politiques est plus qu'alarmante. Ceux et celles qui participent à des mouvements qui critiquent de façon radicale la redistribution de la richesse se font infiltrer, saboter et violemment réprimer. Ceux et celles qui revendiquent davantage de droits pour les femmes, les immigrant-e-s, les démuni-e-s, les locataires ou les chômeurs et chômeuses sont fréquemment victimes d'intimidation et de harcèlement de la part des policiers et policières. Dans le cas d'une grève étudiante cet hiver, il ne sera pas surprenant de voir l'histoire récente se répéter : les arrestations arbitraires de membres du mouvement étudiant et la répression violente dont ils et elles ont été victimes au printemps et à l'automne dernier sont encore trop fraîches dans nos mémoires. Bref, le profilage politique est une réalité bien présente et agissante.

Pour cette raison, mais aussi parce que nous croyons que seule l'action politique nous permettra d'en finir avec les injustices et les inégalités, nous dénonçons vivement toute forme de profilage, notamment politique, de la part des services de police. Nous supportons et supporterons toujours toute forme d'action individuelle ou collective qui aura pour but de mettre fin aux pratiques policières dignes d'un état autoritaire et asocial.

LET'S DENOUNCE AND RESPOND TO POLITICAL REPRESSION !

On January 6, 2012, Farshad Mohammadi joined the long list of people killed by the Montréal police. This tragic event reminds us of what happened in June 2011, when Mario Hamel and Patrick Limoge also succumbed to police shooting by the SPVM. Due to the police, ministers, and other authorities, few people today doubt the existence of police brutality, nor that the deaths of these people confirms once again the presence of profiling so deeply rooted in police practices.

Thanks to the struggles of victims' families and various public inquiries, many cases of police brutality have been made public. Many people have been shocked to find that in the majority of cases, police interventions are tainted by racial and social discrimination. But we often ignore the existence of another form of profiling: political profiling. Media in Québec have propagated a portrait challenging the repression that has targeted movements of revolt in Europe, Africa, and Asia. However, these same media outlets too often forget that political repression strikes here, close to home, every day. Since 1997, around 4000 arrests of political nature have been carried out by the Montréal police, and in the large majority of cases, the charges are cleared. In 2005, the United Nations Human Rights Committee expressed concern for how the police, particularly in Montréal, conduct mass arrests of protesters. The committee then demanded that a public inquiry be held on all arrests of political character occurring in Québec between 1999 and 2005. Seven years later, we see how the municipal, provincial, and even the federal authorities have turned a deaf ear to this UN report, as they have to the reports of many other organizations.

Is there a connection between this lack of will and the political stance that has characterized "the West" for over a century? One thing is for certain - it is not a twist of fate that the repression of political movements is encouraged and supported by a system organized by an amalgamation of Canadian economic and political elites. The Canadian government already instituted a secret program in 1950, known today under the name PROFUNC. This program aimed to create secret prisons in which to place people who were surveilled by the Royal Canadian Mounted Police because of their participation in political movements. It was this program that led to the arrests of hundreds of sovereigntist activists, pacifists and communists during the 1970 October Crisis. The public lost track of this program in 1983 with the creation of the Canadian Security Intelligence Service (CSIS), but there is no proof that this federal agency was put to an end.

Can we really believe that the situation has changed? All signs point to no. Since 2001, the RCMP, CSIS, the Sûreté du Québec (SQ), municipal police services and private security services have continually invested more time and money to subdue any form of political protest. In Montréal, the SPVM have seen their budget increase up to 28 million for 2012. Around the same time, they have employed a special squad for "legitimate discrimination". In effect, this squad that watches over protest movements in Montréal, the SPVM GAMMA ("Guet des activités et des mouvements marginaux et anarchistes", or, Anarchist and Marginal Movements Watchdog), has no other purpose but to suppress individuals whose political opinions differ from those of the economic and political elites. In the course of the last few months, the squad has conducted over 12 arrests of political character. The SPVM's message is clear: remain silent, keep in line, or you'll be taking a trip to jail.

In this context, the reality of those individuals who participate in political movements is more than alarming. Those who participate in movements with a radical critique of the redistribution of wealth are infiltrated, sabotaged and violently punished. Those who demand better rights for women, immigrants, the impoverished, tenants, or workers, are frequently victims of intimidation and harrassment on behalf of the police. In the case of the student strike this winter, it won't be surprising to see recent history repeated: arbitrary arrests of members of the student movement and more of the violent repression of last spring and autumn that is still too fresh in our memories. In short, political profiling is a very present and ongoing reality.

For this reason, but also because we believe that only political action will allow us to end injustice and inequality, we strongly denounce all forms of profiling, notably political profiling, on the part of the police. We support, and will forever continue to support, all forms of individual or collective action that strive to put an end to policing practices condoned by an authoritarian and anti-social state.

L'institution policière s'est acquise, au fil des décennies, une situation privilégiée dans la société. La plupart des individus se verraient mal contrevenir à la requête d'un agent de police, même si cette requête semble difficilement, voire pas du tout justifiable. Les exemples ne sont pas rares, sans être systématiques, où les agents de police abusent de leur pouvoir envers des individus qui n'ont rien à se reprocher. Il est indispensable de garder à l'esprit que les policiers n'ont aucune autorité que s'ils ne font que faire respecter la loi. Le public et les tribunaux font confiance depuis longtemps à la façon dont les policiers font respecter la loi, mais cette «discrétion» est un barème constamment défini par la société et ce devrait être exactement le genre de chose que les gens remettent continuellement en question. Pourtant, on entend rarement, quoique de plus en plus depuis la mort de Farshad Mohammadi, des critiques sur la façon dont la police opère. C'est cette situation privilégiée qu'il faut remettre en question.

Peut-on imaginer un monde sans police ? La chose est aisée, si on connaît l'histoire. Les corps de police professionnels n'ont pas deux siècles de vie. Londres a eu la sienne en 1829, Montréal en 1843, New-York en 1845. La société avait auparavant des moyens de gérer les crimes. Il est possible de douter, comme le fait Randolph Roth, que la création de la police ait eu un effet bénéfique sur la prévention des crimes. L'implantation en Angleterre des corps de police professionnels s'est fait dans un contexte où les homicides étaient en baisse depuis au moins 150 ans, on peut imaginer qu'il en est de même pour les autres pays industrialisés de l'époque.

Avant la révolution industrielle, les vols étaient faciles à détecter. Les objets étaient uniques, signés. Depuis que les commodités (biens de consommation créés en usine) sont standardisés, il est nécessaire pour protéger la propriété, d'avoir recours à des corps policiers. On peut donc penser qu'avec l'avènement des commodités, la police et la propriété privée sont inter-reliés. Ils le sont depuis que la police professionnelle à été inventée. Et ce n'est pas difficile à comprendre; la grande majorité des crimes sur lesquelles la police est amenée à intervenir ne sont pas des crimes violents. Ce sont des vols, des fraudes, des possessions de substances illicites, du commerce de ces substance ou des biens volés ou de contrebande. Sans propriété privée des moyens de productions, quel besoin de la police ? Dans notre société, la police s'attaque aux conséquences sans jamais chercher la source du problème. Il faut aussi prendre en compte que la majorité des gens obéissent à la loi non pas parce qu'ils ont peur de la punition, mais bien parce qu'ils sentent qu'ils appartiennent à la société et qu'ils partagent les valeurs défendues par les lois. Ils les considèrent légitimes.

Amenons notre réflexion sur un terrain plus politique. On admet généralement que, juste à côté du socle sacré où nous avons érigé la loi, il existe des situations où il est légitime de ne pas la respecter. Prenons pour exemple la vague de protestations qui anime les pays arabes depuis le printemps 2011. Les médias acceptent comme allant de soi que les manifestants et émeutiers de ces pays font ce qu'ils jugent appropriés pour renverser un pouvoir totalitaire et/ou corrompu. Ils admettent qu'il existe des situations où le non-respect du dieu-loi existent et où la désobéissance civile est légitime. La majorité des médias omettent de faire des parallèles appropriés avec les mouvements de contestations qui secouent aussi l'occident. La répression politique, dont l'institution policière est le bras armée et les médias corporatifs l'éminence grise, est vivante et joue le même rôle de Montréal au Caire, de New-York à Athènes. Qu'on brûle des voitures au Caire pour protester contre la dictature de Moubarak ou celle du pouvoir militaire, ou qu'on défonce des vitrines à Athènes pour protester contre la dictature des banquiers et les mesures d'austérité, la police est toujours là, armée et armurée pour protéger l'ordre établi, quel qu'il soit.

Si vous croyez que la police outrepasse ses droits dans l'exercice de ses fonctions ou que ses fonctions sont fondamentalement illégitimes, venez exprimer votre colère dans la rue avec nous le 15 mars 2012.

RASSEMBLEMENT
15 MARS 2012 À 17H
CARRÉ BERRI

Venez voir de vos yeux la façon dont on accepte la dissidence au Canada.

Récemment, suite à un sondage populaire visant à souligner l'excellence dans le domaine du racisme, notre bon vieux service de police s'est taillé non pas une, mais deux places au top 10 ! En effet, le suffrage les a respectivement placés en 5e position (Fraternité des policiers et policières de Montréal) et en 3e position (Service de police de la Ville de Montréal). Un exploit !

La Gendarmerie royale du Canada, ses chevaux et ses chiens, sont venus couronner ce triomphe policier d'une épatante 2e position.

Seul le gouvernement conservateur de Stephen Harper a fait mieux que nos agents bleus (et rouges!) en raflant la 1re position et en se faufilant à maintes reprises dans le top 10 grâce à l'excellent travail de Jason Kenney, Lawrence Cannon et autres humbles serviteurs fédéraux de l'intérêt public.

Un vox pop lors du gala de remise des trophées nous a permis de comprendre que le profilage racial systématique, le refus de reconnaître ce phénomène et d'y remédier, ainsi que les pressions politiques pour que les policiers continuent d'enquêter sur eux-mêmes lors de malheureuses bavures, constituaient les facteurs qui ont particulièrement plus aux amateurs de racisme parmi la population.

La GRC, quant à elle, a été plébiscitée pour son travail acharné de surveillance, de harcèlement et de répression de communautés immigrantes entières!

Beau travail, amis policiers et encore félicitations! Vous nous permettez à nous, blancs légitimes et vrais Canadiens, de demeurer les seuls citoyens de première zone dans notre beau pays!

Infos : apatridesanonymes.ca

UNLAWFUL ACCESS : ONLINE SURVEILLANCE IS ABOUT TO GET MUCH, MUCH WORSE

The Conservative government is planning to introduce new laws controlling the "lawful access" provisions of the Criminal Code of Canada. These laws describe how police can intercept telephone calls, postal mail, email, and other communications for the purposes of law enforcement. Currently, a police officer with "reasonable belief" that you are either breaking the law or planning to do so is required to ask a judge to sign a warrant. The police would then give this to Canada Post, your telephone company, or your internet service provider, who would then start opening your mail or listening to your phone calls and giving copies to the police.

These new laws propose that if the police have simply a "reasonable suspicion" that you are doing something illegal, they would be able to intercept your online communications without a warrant. They would require anyone who provides you with an online service (your ISP, people operating web servers, your cell phone provider, and so on) keep detailed logs about your activities for the police to use if they later decide that your actions are worth tracking. Service providers would also be required to install expensive new equipment which allows the police to watch you in real time, should they choose to do so. These service providers will not be able to tell you that your communications are being watched, and the costs of your surveillance would be born entirely by these service providers, who will be forced to pass the cost directly on to you. Granting police access to these logs would let them see every website you visit, every email you send, every friend you have on Facebook or similar sites, every financial transaction you conduct online, and even your exact location in the case of some modern cell phones, all based just on a police officer's hunch. Encrypting your data and your communications could help, but very few computer users know enough to circumvent each of these new ways of spying on your actions online.

It makes sense for the Criminal Code to keep pace with new technology, but no evidence has been presented to show that existing laws are not sufficient to process criminal investigations. Both the Canadian Police Association and the Canadian Association of Chiefs of Police have said that they are not asking for warrantless access to private information, but the government argues that citizens don't expect identifying details of their online conversations to be kept private, and so police shouldn't need to talk to a judge to access this data. The Privacy Commissioner of Canada, however, has told the House of Commons that by dropping the requirement to obtain a warrant, this proposed legislation constitutes a serious new invasion of individual's rights. She is also concerned that the bill entirely lacks appropriate oversight, in the form of internal government auditing requirements, to ensure that these new powers are not being abused.

These new laws, first proposed by the minority Liberal government in 2005, have been re-introduced by the Conservatives in each session of Parliament since, but couldn't pass in a minority government. Now that Stephen Harper has a majority in Ottawa, expect these bills to be re-introduced soon and approved with a minimum of discussion or public debate, much like Bill C-11, a new copyright law now being pushed

through Parliament at the request of US copyright holders that will criminalize making backup copies of legally purchased DVDs, e-books, and music on your iPod to use on another device, to share in a classroom, or to protect against loss. “Lawful access” to everything you do online brings us one step closer to living in a true police state: if you believe that law enforcement officers are honest, trustworthy, never corrupt, and are acting in our best interest to make society a safer and better place, you have nothing to fear. The rest of us should be very worried about the level of surveillance that will soon become common practice if these bills are made law.

To hear Canadian privacy experts talk about these bills, visit http://www.unlawfulaccess.net/

To learn more and to sign a petition, visit http://stopspying.ca/

Matt Corks works with Réseau Koumbit, a technology collective

L'ART D'INFILTRER UN GROUPE MILITANT

Il y a dix ans, les 7 de Germinal subissaient leur procès au Palais de justice de Québec. Ils avaient été inculpés d'avoir comploté pour commettre un méfait causant un danger réel pour la vie des gens, une accusation passible de l'emprisonnement à perpétuité.

Germinal, c'est le nom d'un groupe militant formé en vue du Sommet des Amériques qui a réuni 34 chefs d'État à Québec en avril 2001. Le groupe s'était donné pour projet de manifester son opposition en s'attaquant à la clôture de quatre kilomètres de long ceinturant le périmètre de sécurité du Sommet des Amériques.

C'est un informateur qui a révélé à la police l'existence de Germinal. Les gens de Germinal ont alors commencé à faire l'objet de filature, puis de surveillance électronique. Ainsi, les policiers ont obtenu des mandats les autorisant à enregistrer les numéros des appels téléphoniques effectués par cinq membres de Germinal.

Un document signé par l'agent Vincent Santori de la SQ permet de mieux cerner l'intérêt particulier que portait la police envers Germinal. « Ce qui démarque le groupe Germinal des autres groupes de manifestants déjà connus est l'utilisation d'ex-militaires et militaires toujours avec les Forces armées canadiennes », peut-on lire. L'armée a d'ailleurs collaboré à l'enquête policière.

En février 2001, les policiers ont conçu un scénario pour infiltrer Germinal. Les policiers savaient qu'un des membres, Jean-François Dufresne, se cherchait un travail. « Une offre d'emploi alléchante sera une première tentative pour approcher le sujet principal », écrit Santori.

Les enquêteurs ont donc mis sur pied une compagnie fictive dont l'objet consistait à conduire des véhicules de Québec à Montréal, et vice-versa. Chaque voyage était rémunéré 75 $. Des affiches ont été posées autour de l'appartement de Jean-François. Ce dernier fut d'ailleurs le premier à postuler à l'emploi.

Jean-François a aussitôt été engagé par André Viel, gendarme à la GRC depuis 1991. Éventuellement, Alex Boissonneault, un autre membre de Germinal, a aussi été embauché. Après quelque temps, le gendarme Viel a introduit un nouvel « employé » : Nicolas Tremblay, membre de la GRC depuis 1997.

Jean-François et Alex ont effectué au total quinze voyages, ce qui impliquait des dizaines d'heures de conversation avec les deux agents d'infiltration. Car, quand on « fait de la route », les conversations deviennent évidemment un moyen efficace de tuer le temps.

La stratégie d'infiltration pouvait se résumer ainsi : d'abord, commencer en douceur avec un lien employeur-employé; ensuite, fabriquer de toutes pièces une relation d'amitié bidon; enfin, développer le lien de camaraderie qui unit les militants luttant contre un adversaire commun.

Afin de rencontrer d'autres membres de Germinal, le gendarme Viel a raconté que sa sœur avait gagné un chèque-cadeau permettant à dix personnes d'aller jouer au paintball. « Compte tenu que c'est des ex-militaires, certains, alors on a fait le scénario qu'ils jouaient au paintball », a expliqué Santori. Prétextant n'avoir aucun contact à Montréal, l'agent d'infiltration a donc demandé à Alex de « trouver des gens ».

Ne se doutant de rien, les gens de Germinal ont commencé à fréquenter les deux gendarmes. Ils sont allés boire de la bière avec eux dans des bars montréalais (Le Grimoire, pub Faubourg, pub Ste-Elizabeth, St-Sulpice). L'alcool n'est-il pas une méthode éprouvée pour délier les langues?

Alex et Jean-François ont vite réalisé que leurs « nouveaux copains » débordaient de ressources. « Nic » disait être sur le point de démarrer une compagnie de traiteur, tandis que son collègue Viel faisait savoir qu'il avait accès à un camion cube. Voilà qui tombait drôlement bien puisque les gens de Germinal avaient à la fois besoin de repas prêts à manger et de moyens de transport spacieux pour la tenue d'un camp de formation en vue du Sommet des Amériques!

« Je peux témoigner qu'il n'y avait pas beaucoup de ressources matérielles, effectivement, et surtout monétaires », a reconnu le gendarme Tremblay. « C'était moins que je le croyais au début. »

Durant un voyage, Alex a demandé au gendarme Tremblay ce qu'il pensait du Sommet des Amériques. « Nic » s'est alors empressé de sortir de son sac à dos un gilet portant l'inscription « Fuck le Sommet ». « C'est ça que je pense du Sommet! », a-t-il lancé. Avant la fin du trajet, le gendarme avait été invité à se joindre à Germinal.

Or, les deux agents d'infiltration ont été admis dans un contexte où l'existence de Germinal a été remise en question après que le camp de formation eut été annulé, faute de participants.

L'arrivée des deux nouveaux membres a toutefois apporté un nouveau souffle à Germinal. Le gendarme Tremblay s'est impliqué avec enthousiasme. Il s'est joint à deux sous-comités (stratégie et logistique). Il a même proposé d'adopter « une défensive de style Cowboys de Dallas » en prévision des affrontements avec la police, à Québec.

Lors d'une réunion, « Nic » a débarqué avec un gallon de vin, « pour faire un cadeau, se faire aimer » des gens de Germinal. L'agent d'infiltration avait si bien campé son personnage de faux militant qu'il s'est vu confier une « section » de Germinal, de sorte qu'il aurait désormais huit personnes sous sa responsabilité. Il a même présidé la dernière réunion de Germinal avant les arrestations.

Les policiers avaient la situation bien en main. Ils ont opportunément attendu deux jours avant l'ouverture du Sommet des Amériques pour procéder à l'arrestation de sept membres de Germinal.

Devant les médias, les policiers ont fièrement exhibé l'équipement saisi, un « butin » qui incluait des boucliers artisanaux fabriqués avec du matériel acheté par les deux agents d'infiltration!

C'est ainsi que l'arrestation des 7 de Germinal a été instrumentalisée pour légitimer les mesures de sécurité à la fois dispendieuses et draconiennes entourant le Sommet des Amériques.

Dépeignant le groupe comme étant un « mouvement de révolutionnaires », le juge Yvon Mercier a refusé de remettre en liberté cinq membres de Germinal. Ceux-ci ont été détenus pendant 41 jours avant d'être libérés par un autre juge sous de sévères conditions.

Trouvés coupables en mai 2002, les 7 de Germinal ont été condamnés à des peines avec sursis, assorties de travaux communautaires.

[Une version allongée de ce texte est disponible sur www.lacrap.org]

LE SPVM S'INSPIRE-T-IL DE LA FRANCE DE VICHY?

Le Service de police de la ville de Montréal est-il désespérément inculte ou est-il au contraire dirigé par des officiers qui sont loin d'être des ignares?

C'est la question qu'on est en droit de se poser suite à la mise sur pied de la controversée escouade GAMMA (Guet des activités des mouvements marginaux et anarchistes) par le SPVM.

Voilà un bien curieux choix de nom quand on sait que le gamma représentait l'insigne de la Milice française, une organisation politique et paramilitaire fasciste créée par le régime de Vichy (1940-1944) durant l'occupation de la France par les troupes de l'Allemagne nazie!

« Troisième lettre de l'alphabet grec, le gamma est la présentation zodiacale de bélier, symbole de renouveau, car le monde entre au printemps sous le signe de bélier. La milice française a pris le gamma pour insigne parce qu'elle est la force française garant du renouveau français », lit-on dans un document de l'école des cadres de la Milice.

Le gamma était un symbole omniprésent chez la Milice. On le retrouvait sur le drapeau de la Milice. Le port de l'insigne gamma était par ailleurs obligatoire pour ses membres, même en civil, en tout temps, en tous lieux. La Franc-garde, branche armée de la Milice, portait quant à elle le symbole du gamma en insigne métallique à la boutonnière droite et en insigne brodé sur le béret.

L'utilisation du symbole gamma n'est pas le seul point en commun entre l'escouade du SPVM et la Milice française.

D'une part, les « marginaux », anarchistes et autres anticapitalistes sont dans le collimateur de l'escouade GAMMA, qui a d'ailleurs effectué ses premières arrestations dans les rangs de l'extrême gauche montréalaise.

D'autre part, la Milice priorisait la lutte contre le « bolchévisme ». Son secrétaire général, Joseph Darnand, a ainsi déclaré que « la Milice a pour première tâche d'abattre le communisme ».

Travaillant en collaboration avec la Gestapo, la Milice a également participé à la traque des antifascistes, des Juifs, des réfractaires au travail obligatoire et de tous les individus désignés comme étant « déviants ». La Milice n'a d'ailleurs pas lésiné à la tâche.

« La Milice a causé la mort de plusieurs milliers de Français», écrit Jacques Delperrié de Bayac dans son livre sur l'histoire de la Milice. Selon Bayac, les faits d'armes de la Milice sont, pour la plupart, peu glorieux : « assassiner des vieillards sans défense la nuit sur une route déserte, arracher des prisonniers de leur cachot pour les tuer d'une rafale de mitraillette au cours d'une prétendue tentative d'évasion, faire périr des hommes sous des tortures affreuses, servir de guide et d'appoint à une armée ennemie en opération contre des Français ».

Après la Seconde Guerre mondiale, les nombreuses exactions commises par la Milice ont valu à Darnand et à plusieurs autres chefs de la Milice d'être condamnés à mort par la justice française.

On ne saura peut-être jamais par quel étrange procédé les hauts gradés du SPVM en sont arrivés à retenir le nom de GAMMA pour baptiser leur nouvelle escouade « antimarginaux ». Sans doute le SPVM trouve-t-il son inspiration où il peut.

Chose certaine, les nostalgiques du régime de Vichy ne désavoueraient certainement pas le triste bilan du SPVM en matière de harcèlement et de profilage des communautés non blanches!

Source : DELPERRIÉ DE BAYAC Jacques, « Histoire de la Milice, 1918-1945 », éditions Fayard, [1994].

Que veut la MILICE?

SON ROLE

Mouvement révolutionnaire, la Milice combat pour l'établissement d'un ordre français nouveau, national et socialiste.

La règle de l'action révolutionnaire

Dans cette œuvre de reconstruction, nous ne serons ni sectaires ni timides.

Une seule règle nous inspirera : tout ce qui a contribué à la déchéance du pays doit être éliminé et tout ce qui peut contribuer à son relèvement doit être encouragé.

Le Gamma est un symbole

La Milice Française a pris pour insigne le gamma, dont la double valeur symbolise très heureusement sa mission révolutionnaire.

Troisième lettre de l'alphabet grec, le gamma est la représentation zodiacale du BÉLIER, symbole de force, mais aussi symbole de renouveau, car le monde entre au printemps sous le signe du Bélier.

La MILICE FRANÇAISE a pris le GAMMA pour insigne parce qu'elle est LA FORCE FRANÇAISE GARANTE DU RENOUVEAU FRANÇAIS

* * *

Le gamma est l'insigne de toute la Milice. Il est porté :

— Blanc sur fond bleu cerclé de rouge par les Miliciens et les Miliciennes.
— Blanc sur fond noir par les Francs-Gardes.
— Blanc sur fond rouge par les Avant-Gardes.

SOLIDAIRES FACE AU PROFILAGE !

Par le Réseau de la Commission populaire

Le profilage, qu'il soit politique, social ou racial, n'est pas un phénomène nouveau au Canada, bien au contraire. Au nom de la « sécurité nationale », le gouvernement a historiquement ciblé divers groupes, organisations, et communautés selon l'agenda politique du jour : les boucs émissaires varient au fil du temps (voir l'encadré pour des exemples).

Au cours de son histoire, le gouvernement canadien a adopté des mesures ou des lois répressives et racistes qui se sont traduites par une véritable institutionnalisation du profilage. Et qui dit institutionnalisation, dit création de différentes agences gouvernementales et corps policiers, principaux responsables de la normalisation du profilage, quel qu'il soit.

Le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) est la principale agence de renseignements — ou d'espionnage — du Canada. Il a été créé en 1984 à la suite du Rapport MacDonald, résultat d'une enquête visant à faire la lumière sur une série de scandales impliquant l'organe de renseignements de la GRC dans les années 1970 (communiqués frauduleux du FLQ appelant à multiplier les actes de violence, vol et dissimulation d'explosifs, cambriolages, etc.).

Le principal rôle du SCRS est de recueillir, d'analyser et de partager de l'information concernant « les menaces envers la sécurité nationale du Canada ». À titre d'exemples :

- il recueille l'information qu'il juge pertinente à l'application de la Loi sur la citoyenneté et de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés. Cela signifie que le SCRS peut jouer un rôle dans les demandes de statut de réfugié ou de résident permanent, l'émission de visas et de permis de séjour, les certificats de sécurité, etc.
- il fournit des « évaluations de sécurité » au sujet d'individus à la demande des gouvernements fédéral et provinciaux. Selon la Loi sur le SCRS, une « évaluation de sécurité » est définie comme étant une « évaluation de la loyauté d'un individu envers le Canada et, à cet égard, de sa fiabilitéi ».
- il partage de l'information personnelle de Canadiens et de Canadiennes de façon régulière avec des agences d'espionnage étrangères.

Comme on peut le voir, le mandat du SCRS est très large, et cela lui confère une vaste gamme de pouvoirs qu'il peut utiliser comme bon lui semble. En effet, cette agence d'espionnage jouit d'une impunité quasi totale. Bien qu'il existe une instance chargée de « surveiller » le SCRS et de recevoir les plaintes de la population, le Comité de surveillance des activités de renseignement (CSAR), cette dernière n'a que des ressources très limitées et aucun pouvoir coercitif. Ainsi, dans le cas des procédures concernant le certificat de sécurité contre Adil Charkaoui, le CSAR a blâmé à plusieurs reprises le SCRS pour sa destruction systématique de preuves, sans aucun résultat. Ce n'est que lorsque Charkaoui a porté sa cause devant la Cour suprême que le SCRS a été forcé de changer ses pratiques. Le CSAR produit un rapport annuel à l'intention du Parlement, mais ce dernier finit par prendre la poussière sur les tablettes d'un quelconque bureau. Il faut aussi ajouter que le CSAR partage la même obsession pour la « sécurité nationale » que le SCRS, tolère le profilage et est tout aussi entouré de secrets.

Dans le cadre de son travail, le SCRS s'appuie sur la culpabilité par association et le profilage; il considère suspectes certaines opinions politiques et religieuses, ainsi que des communautés racialisées entières. Il surveille des communautés autochtones, des groupes de personnes migrantes, des mosquées et des organisations politiques. Les méthodes du SCRS sont synonymes de harcèlement, de menace, de chantage et de manipulation. Le SCRS contribue ainsi à instaurer un climat de peur et de soupçon, ce qui sert de justification à l'accroissement des pouvoirs répressifs du gouvernement envers les mouvements sociaux, à augmenter les déportations et les détentions de personnes migrantes.

Généralisons la non-collaboration

Dans la foulée des mobilisations contre les Olympiques à Vancouver (hiver 2010) et contre le Sommet du G20 à Toronto (juin 2010), plusieurs organisateurs et organisatrices des communautés autochtones et plusieurs activistes ont reçu la visite du SCRS. Ces visites s'ajoutent à celles reçues par diverses communautés, principalement arabo-musulmanes, ainsi que par des groupes latino-américains et palestiniens de solidarité internationale.

Ces visites ont plusieurs objectifs : récolter des renseignements, exploiter les divisions au sein du mouvement, créer des profils psychologiques, décourager les personnes de participer à des actions politiques, isoler des individus et des groupes.

C'est dans ce contexte que le Réseau de la Commission populaire a lancé une campagne de totale non-collaboration avec le SCRS, dans le but de contrer les tactiques du SCRS de diviser nos communautésii. En plus de délégitimer les tactiques du SCRS, cette campagne est une façon concrète d'agir en solidarité avec les communautés, groupes et individus ciblés. Elle permet aussi de briser le silence et le secret qui entourent les méthodes du SCRS : si leurs tactiques sont connues, elles ont beaucoup moins de chance de fonctionner. Mais briser le silence est aussi important pour contrer le sentiment d'impuissance, d'isolement et de peur que de telles visites peuvent entraîner. Finalement, notre objectif est de faire que la non-collaboration devienne généralisée et de lancer un message clair : c'est notre droit de ne pas collaborer avec cette agence d'espionnage, ce choix est légitime, et ça ne veut pas dire que nous avons quelque chose à cacher (contrairement au SCRS!).

Faites comme plus de 50 organisations : signez notre Déclaration de non-collaboration Contribuez à faire connaître la campagne en étant l'hôte d'un de nos ateliers dans votre organisation, école, centre communautaire.

Soyons solidaires face au profilage!

Survol historique du profilage au Canada : des lois et des victimes

1869-1885 : répression violente de la révolte des Métis autochtones dans l'Ouest canadien par l'ancêtre de la GRC.

1914 : adoption de la Loi sur les mesures de guerre qui donne des pouvoirs spéciaux au gouvernement fédéral lui permettant de gouverner par décret lorsqu'il perçoit la menace d'une guerre, d'une invasion ou d'une insurrection, réelle ou appréhendée.

1914-1920 : plus de 9 000 hommes, femmes et enfants d'origine allemande et autrichienne sont internés dans des camps en tant que « sujets d'un pays ennemi ».

1918-1919 : les Européens de l'Est deviennent les boucs émissaires de la guerre au communisme menée par le gouvernement. Raison : insurrection appréhendée.

1942-1944 : la Loi sur les mesures de guerre est appliquée sur toute personne de descendance japonaise. Le gouvernement s'en sert pour déporter plus de 20 000 personnes à plus de 100 milles de la côte ouest-canadienne.

Octobre 1970 : la Loi sur les mesures de guerre est de nouveau proclamée. Résultat : 450 personnes sont arrêtées et détenues, certaines pendant des mois, sans accusations.

LE SECOURS ROUGE DÉNONCE L'ESCOUADE G A M M A

L'heure où le capitalisme chambranle est également celle de la répression des contestations politiques.

Évidemment, ce n'est pas d'hier que le SPVM abuse de son pouvoir par la répression politique. Même l'ONU (qui n'est pas réputée pour être un mouvement marginal de gauche) a dénoncé les procédures policières de la ville de Montréal en 2005, après plus de 4000 arrestations politiques.

Mais en juillet dernier, le SPVM a poussé l'odieux encore plus loin. Suite à l'arrestation de 4 manifestanEs - qui auraient défendu un camarade se faisant arrêter injustement lors de la manifestation anticapitaliste du 1er mai – la nouvelle escouade GAMMA fut créée. GAMMA signifie « Guet des activités et des mouvements marginaux et anarchistes » (entendre « anticapitalistes » parce que le SPVM ne fait pas la différence entre les pensées anarchistes, communistes ni même communautaires…).

Cette nouvelle escouade relève de la Division du Crime organisé (parce que c'est plus commode de battre un anar qu'un mafieux en cravate) et base ses interventions sur le profilage politique. Elle cible ainsi certaines personnes à cause de leurs prises de position politique et de l'expression de celle-ci.

GAMMA aurait même été utilisé par l'Équipe intégrée sur la sécurité nationale (EISN, composée d'enquêteurs du SCRS, de la GRC, de la Sûreté du Québec et du SPVM) afin d'obtenir des informations supposément utiles à la « lutte contre le terrorisme ».
Arrestation de masse. Matraque. Intimidation. Infiltration. Politisation des enquêtes et des procédures judiciaires. Nous devons organiser notre défense contre la répression et le profilage politiques du SPVM et surtout, ne pas nous laisser affaiblir. L'escouade GAMMA, si elle est une expression affirmée de la volonté de l'État et de son bras armé de réprimer toute contestation politique, est aussi un signe que la présence de lutte contre l'oppression populaire déstabilise, voire menace l'hégémonie capitaliste.

Face à cette situation, le Secours rouge veut rassembler, réseauter et unir des ressources, des forces et des appuis pour faire valoir la liberté, légitime, du peuple d'exprimer sa colère face à l'insolence d'un système au service de riches privilégiéEs.

Le Comité pour un Secours Rouge au Canada

Mouvement étudiant colombien :

« POR NUESTROS MUERTOS, NI UN MINUTO DE SILENCIO, TODA UNA VIDA DE COMBATE »

L'automne dernier, les étudiant-e-s colombien-ne-s ont tenu une grève nationale de plus de 3 mois mobilisant plus de 500 000 étudiant-e-s au pays. Ce mouvement de contestation face à une annonce de réforme néolibérale du financement de l'éducation, considéré victorieux (voir article du PASC sur le sujet dans le dernier journal de la CLAC), a toutefois été marqué par une violence policière sévère et même par la mort d'un étudiant, Jan Farid Cheng Lugo, assassiné par la police le 12 octobre lors d'une manifestation à Cali.

Amèrement, force est d'avouer que le mouvement étudiant colombien est marqué par un long historique de répression, renforcé par un contexte sociopolitique excessivement difficile pour les mouvements sociaux. Dans ce contexte, chaque année, les dates des 8 et 9 juin sont commémorées en tant que « Jour de l'étudiant », en mémoire de tous les étudiants morts au fil des ans au début du mois de juin. Le 7 juin 1929 à Bogota, Gonzalo Bravo Pérez est le premier étudiant à être tué par les forces de l'Ordre au pays, atteint au dos par le tir d'un membre de la Garde Présidentielle lors d'une manifestation. 25 ans plus tard, le 8 juin, lors d'une marche commémorant sa mort, un étudiant est tué à l'Université Nationale. Le lendemain, une marche de contestation fut organisée et interrompue par un bataillon de l'armée qui assassinera 9 autres étudiants.

Depuis, le visage de la répression a évidemment changé. Le dernier événement marquant lors duquel l'armée et la police interviendront dans le cadre d'une manifestation étudiante est le 16 juin 1984, date à laquelle le campus de l'Université Nationale à Bogota sera vidée violemment ; les témoignages sont confus et il n'existe pas de version officielle claire, mais il y eut bien un massacre (à ce jour impuni) et des arrestations de masse à cette date, après quoi l'université a fermé ses portes durant un an.

Dans les années 90, un nouveau corps de police, l'ESMAD, est né spécifiquement « pour contrôler les émeutes », à l'image de la SWAT. Celui-ci, sensé utiliser des armes non létales, utilise également des armes pouvant tuer. Le tir de grenades de dispersion directement sur des manifestant-e-s, ou encore le tir de ce qu'on appelle des « recalzadas » (des canettes de gaz lacrymogènes transformées en mitrailles, remplies de poudre explosive et de petits objets en verre ou en métal) et même le tir d'objets contondants comme recharges pour les fusils à balles de caoutchouc ont été souvent répertoriés et dénoncés. L'ESMAD, comme le font ailleurs d'autres corps policiers du même genre, justifie souvent l'usage de la force avec des agents provocateurs. « Ce qui est très curieux, témoigne une étudiante de l'Université Nationale, c'est que lorsqu'on parle de l'ESMAD dans les médias, on les décrit comme des sortes de casques bleus, sensés protéger la population, la même population à laquelle ils s'attaquent »; les faits de la brutalité policière, souvent sanguinaires, lorsque démontrés, ne seront pas rectifiés par les médias de masse, ce qui crée dans l'opinion publique cet imaginaire des policiers répondant de façon adéquate à des gestes violents, même si cette réponse est donnée à feu et à sang.

D'autres cas emblématiques plus récents de crimes impunis existent, comme celui de Nicolas Neira, un adolescent de 15 ans assassiné par l'ESMAD le 1er mai 2005. La version officielle de la police suggérait qu'il aurait été piétiné par les autres manifestant-e-s; en réalité, le jeune homme aurait été jeté au sol puis frappé à répétition par des policiers avant de mourir à la suite de ses blessures. Sans oublier Oscar Salas, mort le 8 mars 2006 lors d'une manifestation étudiante après avoir reçu une bille de verre dans la tête (tirée par un fusil à balles de caoutchouc par un policier). Fait démontré malgré les menaces de mort effectuées à sa famille, à leurs avocats et même au médecin légiste qui a dû s'exiler du pays pour ne pas avoir accepté la version de la police comme étant vraie. Les forces de l'ordre disaient que Salas serait mort parce qu'il manipulait des explosifs lors de la manifestation, et que ceux-ci lui auraient explosé au visage. En 2011, un ancien membre de l'ESMAD avoua qu'un ordre avait été reçu, suite à l'événement, de se débarrasser de toutes les armes trafiquées pour effacer les preuves.

Pour en revenir à la grève de 2011, elle ne fit pas exception en termes de brutalité policière, du moins dans un premier temps. Un exemple parmi trop d'autres : en septembre, l'université publique de Pamplona à Cucuta, s'est mobilisée pour dénoncer l'usage de force excessive ayant eu lieu pour déloger les étudiant-e-s qui s'étaient installées dans l'université pour la nuit. « Ils nous ont presque tués » est l'affirmation générale des étudiant-e-s qui ont été attaqués par des « recalzadas », des gaz lacrymogènes et des balles de caoutchouc à l'intérieur de l'immeuble vers les 2 h 30 du matin. Toutes et tous ont été sortis de force, « même les camarades enceintes et les enfants ». Ils et elles ont d'ailleurs assisté à un saccage de leur université par les forces de l'Ordre.

Un fait important : l'image publique des manifestations étudiantes qui en était une, dans l'imaginaire populaire, d'émeutes menées par des « encapuchados » enragés s'en prenant à la police a pourtant radicalement changé quand des photos comme celle de cet étudiant embrassant un policier anti-émeute sur la joue sont apparues dans les médias. Même s'il est certain que cette photo a permis de rallier la population à la cause étudiante, beaucoup d'étudiant-e-s restent perplexes devant ce genre d'images. « Je comprends que certaines personnes soient fondamentalement pacifistes, mais de là à donner un baiser à un assassin? »

15 manifs le 15 mars

à Montréal pour la Journée Internationale Contre la Brutalité Policière (1997-2011)

Une lutte qui continue contre la répression... et contre la répression de cette lutte.

Le 15 mars 1997, le groupe CitoyenNEs (qui s'appelle maintenant le Collectif) Opposé à la Brutalité Policière (COBP) et le collectif Black Flag de Suisse ont lancé la Journée Internationale Contre la Brutalité Policière (JICBP) suite au tabassage de deux jeunes de 11 et 12 ans par la police suisse un an plus tôt. Ailleurs dans le monde, au fil des années des événements ont déjà été organisés pour souligner la JICBP ailleurs au Québec (Trois-Rivières et Drummondville), dans au moins 9 villes au Canada et 17 villes dans une douzaine de pays dans le monde. Comme la brutalité policière, notre lutte n'a pas de frontières et le 15 mars continue d'être souligné dans plusieurs autres villes et pays.

À Montréal, la manif du 15 mars est devenue une véritable tradition: un rendez-vous annuel pour les militantEs et les gens révoltés par la brutalité policière et l'impunité, mais aussi pour les policiers qui aiment faire aller leur matraque et bien-sûr pour les journalistes avides de casse pour que M. et Mme. Tout-le-monde puisse assister à ce spectacle en direct tout en restant assis dans leur salon. Ce qui fait que peu importe qu'on soit anti-flic, pro-police ou quelque part entre les deux, tout le monde en parle et a son opinion sur cet événement désormais incontournable qui ne semble pas vouloir cesser malgré une

répression féroce.

Il y a malheureusement beaucoup de préjugés et de mythes autour du 15 mars, y compris parmi les militantEs. Le sensationnalisme des médias qui relaient la propagande de la police et des autorités sont sûrement pour quelque chose là-dedans. Mais peut-être aussi le fait que peu de gens ont participé à chacun des quinze 15 mars, ce qui fait qu'on peut avoir une fausse idée de l'histoire de cette manif.

Dans ces 15 histoires de 15 mars, nous allons analyser brièvement chacune des manif organisées à Montréal dans le cadre de la JICBP entre 1997 et 2011. Nous nous pencherons particulièrement sur les caractéristiques de la foule, les causes défendues, le trajet emprunté, les événements marquants (tant du côté des manifestantEs que de la police), les arrestations et les procédures judiciaires (s'il y a lieu, car contrairement au mythe No. 2 il est arrivé à 3 reprises qu'il n'y ait AUCUNE arrestation durant un 15 mars!), ainsi que les répercussions de la manif. Retour dans les passé... en regardant vers le futur!

Samedi 15 mars 1997: Environ 150 personnes participent à la manif pour la 1ère JICBP qui commence au Carré Berri. La manif passe devant deux postes de police et bloque le Pont Jacques-Cartier environ 15 minutes. 0 arrestations! La manif est suivie de bouffe, d'ateliers et d'un show.

Dimanche 15 mars 1998: 200 personnes se réunissent au Carré Berri pour la 2ième JICBP. Des manifestants portent des masques de squelettes et des cercueils pour dénoncer les bavures policières impunies commises par la police de Montréal. 1 arrestation suite à des méfaits sur des autos de police.

Mardi 15 mars 1999: 300 personnes se réunissent au Carré Berri pour la 3ième JICBP. Une personne est arrêtée avant le début de la manif, des projectiles sont lancés vers les policiers, une vitre d'auto-patrouille est brisée. 10 arrestations en fin de manif, un militant du COBP est arrêté chez lui le 24 mars.

Mercredi 15 mars 2000: 400 personnes se réunissent au Carré Berri pour la 4ième manif de la JICBP. Les vitres d'un poste de police, de 3 McDos et 1 banque sont brisées. 112 personnes sont arrêtées, 41 adultes (sur 68) sont trouvés coupables d'émeute grâce aux images des médias que la police a saisies.

Jeudi 15 mars 2001: Environ 250 personnes se rassemblent au Carré Berri pour la 5ième JICBP. Les médias ont été invités à ne pas venir à la manif suite au 15 mars 2000. La manif sous pression passe devant le Shed Café et le futur QG du SPVM où des balles de neiges sont lancées. 0 arrestations!

Vendredi 15 mars 2002: Plus de 400 personnes se rassemblent au Carré Berri pour la 6ième JICBP. Après quelques graffitis et vitres brisées au QG, 371 personnes sont encerclées devant le Palais de Justice. 268 adultes sont accusés d'"attroupement illégal", les derniers seront acquittés 6 ans plus tard!

Samedi 15 mars 2003: Environ 300 personnes se réunissent à Côte-des-Neiges pour la 7ième JICBP organisée par une coalition dans le cadre d'une semaine d'activités. Sous un hélicoptère et alors que 200 000 personnes manifestent contre la guerre en Irak au centre-ville, la manif se termine sans arrestations.

Lundi 15 mars 2004: 500 personnes se rassemblent au métro Papineau. La police est omniprésente. 5 cyclistes reçoivent des tickets de réflecteurs. La famille Berniquez participent à la manif. 2 piñatas sont démolies. À la fin, 9 arrestations suite à des feux de poubelles et des bouteilles lancées à la police.

Mardi 15 mars 2005: Plusieurs centaines de personnes se sont réunies au métro St-Laurent la 9ième JICBP. La marche est passée par le quartier général de la SQ. À la fin, des feux de poubelle sont allumés. L'UQAM fait barrer ses portes pour empêcher les manifestants de s'y réfugier. 5 arrestations.

Mercredi 15 mars 2006: 400 personnes se rassemblent au Carré Berri pour la 10ième JICBP. Près du Shed Café, une policière reçoit une bouteille au visage, la police poivre les gens. La foule poursuivie par les policiers retourne à Berri. Feu dans la rue. 33 arrêtés pour le ticket P-6 (dit "anti-manif").

Jeudi 15 mars 2007: 500 personnes se rassemblent au métro Snowdon à Côté-des-Neiges. Malgré un important déploiement policier, des pancartes électorales et cabine de téléphone sont démolis. La foule saute dans le métro jusqu'à Berri où des feux sont allumés dans la rue. 15 personnes sont arrêtées.

Samedi 15 mars 2008: Entre 800 et 000 personnes se sont réunies au Carré Berri pour la 12ième JICBP. La police fouille les gens qui sortent du métro. Près du QG du SPVM, une vitre d'auto de police est brisée, puis quelques commerces. 47 arrestations, la plupart encerclés pour le ticket P-6.

Dimanche 15 mars 2009: La 13ième JICBP vit entre 1000 et 2000 personnes se rassembler au métro Mont-Royal. La police ferme le métro et est partout. La police use de balles de plastique et marquantes, gaz lacrymos. Barricade à la Place-des-Arts. 200 000$ de casse. 220 arrêtéEs, encerclés à la fin (P-6).

Lundi 15 mars 2010: Environ 800 personnes répondent à l'appel pour la 14ième JICBP au métro Pie-IX à Hochelaga-Maisonneuve. La police ferme le métro, est omni-présente autour. Des manifestants tirent des feux d'artifice et de la peinture sur la police. Des undercovers sont chassés. 100 encercléEs.

Mardi 15 mars 2011: Environ 500 personnes se rassemblent à la Place-des-Arts pour la 15ième manif pour la JICBP. La famille de Michel Berniquez est là, la police aussi et massivement. Organisateur-icess arrêtéEs avant la manif pour rien (bâtons de pancarte). GAP pété. 258 arrêtéEs (CSR, Art. 500,1).

Pour conclure brièvement, on a vu que les 15 mars ont varié grandement en 15 ans, en taille et en intensité, avec une certaine augmentation des deux au fil des années et selon le contexte du moment. Les participantEs aux 15 mars ont développé au fil du temps de nouveaux outils face à la police, notamment les feux d'artifices et le fait de s'attaquer ouvertement aux policiers en civil. De l'autre côté, la répression de cette manif a aussi évolué avec le temps, se dotant de nouveaux outils et techniques, dont les arrestations de masse, les arrestations préventives d'organisateurs, la cavalerie, etc. Les accusations et contraventions utilisées contre les participantEs aux 15 mars ont aussi changé avec le temps : passant d'attroupement illégal (ou émeute dans le cas du 15 mars 2000) à des contraventions pour le règlement P-6 à la contravention du Code de la Sécurité Routière du 15 mars 2011. Pour un total de 1183 arrestations en quinze 15 mars, il y en a eu environ la moitié ces trois dernières années seulement! On voit que la police tente toujours par tous les moyens, et en privilégiant ce moyen qui brime la liberté d'expression que sont les arrestations de masse, de briser notre mouvement contre la brutalité policière et l'impunité, mais sans succès du moins jusqu'ici.

Plusieurs personnes et pas seulement nos ennemis aimeraient bien qu'on arrête d'organiser de manif les 15 mars pour éviter la répression et les longues batailles juridiques qui s'ensuivent avec leur lot de temps et d'argent à consacrer. Pourtant, à chaque année des centaines de personnes continuent de répondre à l'appel et de braver la police pour prendre la rue et lutter pour du changement. Pour les autres, il y a autant de façons de s'opposer aux abus policiers et à leur impunité qu'il n'y a d'abus. D'ailleurs, les critiques à gauche et à droite montrent qu'on ne peut pas plaire à tout le monde, ni à ceux qui considèrent que la manif du 15 mars est trop bordélique et risquée, ni à ceux qui considèrent qu'on en fait trop pour tenter de limiter les pots cassés...

Ce qui est sûr, du moins qu'on verra lors de la manif de la 16ième JICBP le 15 mars 2012 à 17h au Carré Berri, c'est que le 15 mars continuera d'être un pôle central dans la lutte contre ces injustices et le système qui les commet et s'en lave les mains, un rassemblement de toutes les personnes qui sont tannées par l'impunité et les abus policiers quotidiens et qui osent défier les autorités pour clamer haut et fort ce que beaucoup pensent tout bas : il ne peut pas y avoir de véritable paix sans justice. En attendant, on continuera de scander « Fuck the police! » et de lutter à chaque 15 mars et à chaque jour de l'année.

Comme le disait une bannière lors de la manif du 15 mars 2000 :

« Avec nous pour en finir avec eux! »

Le 15 mars... selon le SPVM!

« Bien en fait, le Collectif Opposé à la Brutalité 6 Policière c'est un collectif, un regroupement d'associations. Que ce soit des associations étudiantes, des groupes antimondialisation. Il y a également des groupes d'anarchistes qui se greffent à ces groupes-là, puis il y a toutes sortes de groupes de défense de différents droits. Puis ce qu'ils reprochent essentiellement au niveau de la Journée internationale de la brutalité... contre la brutalité policière – qui se passe à tous les 15 mars de chaque année depuis, dans cette édition-là en 2009, c'était le treizième événement – c'est l'impunité des policiers relativement aux abus qui sont commis puis également le support ou le... la non-action du système par rapport à ces abus-là. Dans le fond, c'est ce qui est... Mais le volet change d'une année à l'autre. On parlait au départ, des fois, dans d'autres manifestations, on parlait de profilage racial. Maintenant, on est rendu au profilage social. En 2010, c'était le cas. »

Extrait du témoignage du sergent-détective Alexandre Bertrand, matricule 449, le 19 juillet 2010 dans le procès des arrêtéEs du 15 mars 2009. Travaillant pour le SPVM depuis 1997, Bertrand est enquêteur principal de la manif du 15 mars 2009

Ça paraît qu'ils lisent nos appels !